

Varia

Les colonies portuaires espagnoles au Maghreb du XVI^e au XX^e siècle*

Daha Chérif BA**

Introduction

La crise de juillet 2002 à propos du rocher inhabité Leila ou flôt du Persil et puis la visite (octobre 2007) du roi d'Espagne, Juan Carlos de Bourbon aux enclaves de Ceuta et de Melilla ont eu le mérite de susciter une forte indignation des autorités marocaines et de relancer les épineuses controverses entre les deux pays. L'histoire, encore une fois, balbutie. Certains milieux politiques et diplomatiques n'ont pas hésité à assimiler cette visite à « une provocation coloniale de Sa Majesté ». Cette situation est prétexte pour les chercheurs et historiens de revisiter le passé aussi riche que controversé que ces deux nations méditerranéennes ont entretenu durant des siècles : une histoire faite de heurts, d'alliances, de mésalliances, etc. Les Espagnols ont conservé sur les côtes du Maroc plusieurs points, conquis dès le XVI^e siècle, dont ils ont fait des présides ou des lieux de déportation par excellence. Ce sont, principalement Ceuta, Melilla, Penon de Velez et Alhucémas.

La possession de ces présides a donné lieu à plusieurs conflits entre le Maroc et l'Espagne et, enfin, en 1860, à une guerre catastrophique, à la suite de laquelle le sultan, vaincu, se vit imposer une forte contribution de guerre. Tanger fut pris et retenu, pendant quelques années, comme gage du paiement de la somme convenue entre les forces belligérantes. La puissance espagnole réussissait ainsi, malgré les turpitudes de l'histoire, à

* Nous publions ici la première partie de cette contribution, dont la suite paraîtra dans le prochain numéro d'*Insaniyat*.

** Enseignant-chercheur, Département d'Histoire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Sénégal.

construire et à se constituer ce qu'il est convenu d'appeler une « Afrique Occidentale Espagnole ».

Pour comprendre les relations complexes que les Marocains et les Espagnols continuent de nos jours à entretenir sur les pourtours du monde méditerranéen, il nous faut absolument remonter l'histoire commune de ces deux peuples et certainement des Algériens aussi.

L'Espagne croisée contre les musulmans ou le combat pour la vraie religion. Et l'alouette annonça le péril espagnol

Les Espagnols, on le sait, ont occupé Oran deux fois¹. Durant leur première occupation de 915 (1509) à 1119 (1708), ils firent de ce coin de terre, battu par le flot et dominé par de hautes falaises, une place de premier ordre, tandis que leurs soldats parcouraient le pays arabe pour y asseoir leur autorité au loin. L'Espagne, qui alors était une nation puissante, aurait voulu, peut-on croire, asservir le monde entier. Ne voyait-on point en effet, ses vaisseaux sillonner toutes les mers et ses armées combattre sur tous les continents ! C'est à cette époque que, se sentant grande et forte, elle songea à prendre pied dans cette partie du Maghreb, et, pendant des années ensuite, rien ne sembla lui coûter pour affermir la possession du peu qu'elle avait arraché aux musulmans.

Des murs de cette place, commandée par des citadelles, sortaient des troupes qui traversaient sans crainte des régions d'un accès difficile, où elles ne comptaient cependant que des ennemis. Chaque soldat était plein de confiance, et, en foulant la terre de l'Islam, il avait en vue, sans aucun doute, les récompenses infinies de la vie future ; son âme, soutenue par cette vision, ne faisait cas ni des souffrances, ni des dangers. Dans chaque rencontre, il cherchait des adversaires dignes de lui ; c'était alors un assaut de vaillance ; il savait faire face à son ennemi et il savait mourir. Le sang des chrétiens et des musulmans, de ces hommes qui disaient chacun combattre au nom de la vraie religion, coulait à flot épais et rougissait par places le sol de cette contrée, contrée si souvent disputée. Ce liquide de vie ne s'était pas plus tôt échappé des veines des uns et des autres, qui venaient s'entr'égorger sans pitié, que, tout chaud encore, il se mêlait et se confondait dans un même sillon, tandis que la mort s'appesantissait lentement sur le front de ces nouvelles victimes de la guerre. Et la meule impitoyable qui broie tout sur son passage, couchait

¹ « Quelques notes sur les entreprises des Espagnols, pendant la première occupation d'Oran (X^e siècle de l'Hégire) », pp. 312-322, par L. GUIN, In : *Revue africaine, Journal des Travaux de la Société historique algérienne*, 30^e année, n^o 178, juillet-août 1886, Alger, édition Adolphe Jourdan, 1889, pp. 243-322.

côte à côte dans la tombe des ennemis les plus irréconciliables. Telle est la volonté du Maître des mondes ! Loué soit-il !

Les événements qui se produisent presque dès le début de cette occupation, au cours de la moitié du dixième siècle de l'hégire, purent faire concevoir bien des espérances aux Espagnols. Leurs armes avaient contraint les populations arabes des environs d'Oran à reconnaître leur autorité et, ensuite, à leur fournir des auxiliaires. Et ils comptèrent durant cette période, et après encore, nombre de cavaliers de cette contrée à leur service et aussi bien des alliés. En énumérant les résultats qu'ils avaient atteints, il semblerait certain que, sans l'apparition des Turcs, ils auraient réussi à se tailler un royaume de ce côté de la mer.

Dès que les fondateurs de la Régence d'Alger eurent pris possession d'Alger et de son territoire, ils jetèrent des regards chargés de convoitise sur le Maghreb, et, sans plus attendre, ils mirent tout en œuvre pour s'emparer de cette région qui leur parut une proie facile.

Les Banû Zian, dynastie régnante de Tlemcen, se sentirent promptement menacés. Entamés bientôt, détrônés ensuite, ils réclamèrent à diverses reprises l'appui des Espagnols. Ceux-ci en vinrent aux mains avec ces Turcs audacieux dont ils voyaient avec grande inquiétude l'action s'étendre rapide dans tout le pays de l'Ouest. Dès lors, ils eurent devant eux de redoutables ennemis, ennemis auxquels ils se heurtèrent souvent, mais point toujours avec égal succès.

Attaqués dans Oran même, ils durent à la fin, à bout de moyens, se borner à la défensive. Et, en dernier lieu, des châteaux de cette place ayant été enlevés coup sur coup, ne pouvant plus tenir, écrasés qu'ils étaient par le nombre, ils se virent contraints de capituler. Dieu donne la puissance à qui il veut !

La seconde occupation, qui commence en 1144 (1732) et prit fin en 1206 (1791), ne saurait être comparée à la précédente. Les Espagnols semblaient avoir perdu leur énergie première : c'était à croire même qu'ils avaient renoncé à faire respecter leurs armes par les populations voisines. Il est vrai de dire que les Turcs, lesquels s'étaient fortement installés à Tlemcen depuis des années, étaient parvenus, à ce moment là, à réduire à l'obéissance tout le territoire d'Oran. Leur action s'était accrue dans cette contrée et elle y avait pris du poids, d'une façon presque générale, leur volonté y était acceptée et leurs ordres exécutés.

Si, la première fois, les Espagnols avaient résolument tenu la campagne dans le début, et n'avaient point compté avec les sacrifices pour asseoir leur domination sur cette terre musulmane, la seconde, les temps ayant changé, ils restaient inactifs en quelque sorte derrière leurs remparts, remparts solidement établis qui semblaient défier toute attaque.

Parmi les entreprises de la première occupation, il en est que l'on peut qualifier de considérables. Ainsi, leurs opérations sur Mostaganem et Tlemcen, de l'avis de toute personne experte des choses de la guerre, ne sauraient être appelées autrement. Ces opérations, en effet, étaient préparées de longue main et exécutées selon un plan déterminé : on traversait dans un ordre donné des contrées hostiles et en arrivant devant la place il fallait être prêt à l'enlever ou encore à l'assiéger. Chaque fois, les Espagnols mettaient sur pied une armée nombreuse, une armée qui traînait de l'artillerie et que suivait tout un matériel, et ils en confiaient le sort aux mains de chefs expérimentés.

En dehors de ces coûteuses entreprises, il en était d'autres, plus fréquentes celles là qui avaient un autre caractère et tendaient vers un autre but. Il ne s'agissait plus d'un déploiement de forces importantes en vue d'enlever ces citadelles, et d'y planter, avec plus ou moins de gloire, les bannières chrétiennes, mais bien de quelques poignées de soldats appelés à agir sur les populations éparses du pays arabe. C'étaient quelques troupes, équipées à la légère, que l'on lançait, avec toute liberté de marche, dans telle ou telle direction ; elles devaient atteindre et soumettre les Arabes, et, autant que possible, ramener du butin.

Il y avait témérité, sans doute, à courir le pays de la sorte, à corps perdu, peut on dire, et à de grandes distances d'Oran parfois ; mais, aucun soldat, alors, ne faisait cas de ces souffrances, ni des dangers. Et c'est ainsi que quelques centaines d'hommes énergiques, faisant sentir le poids de leurs armes, amenèrent à composition les habitants de la Melata, du territoire actuel d'Arzew, et de la région du Tassala, lesquels furent longtemps ensuite les auxiliaires dévoués des Espagnols, et encore tentèrent au loin de hardis coups de main.

De petites troupes, nous apprend l'histoire du pays, eurent raison à ce moment d'entreprises fort difficiles. Elles parvinrent, soit par leurs attaques réitérées, soit par des actions combinées, à ruiner des tribus guerrières ou à émietter des gros de cavaliers renommés. L'on attribue, en grande partie ainsi, aux efforts répétés de petites troupes la disparition de la tribu des Habra, tribu toute prépondérante de la plaine des Sirat. (Ces informations sont tirées par l'auteur des ouvrages du fécond historien du Maghreb algérien, le *hafis* Mohammed Abî Ras En Naciri, mort en 1823).

Après avoir enlevé le château de Mers el Kébir, cette clef de la mer, et avoir ensuite occupé la ville d'Oran, les Espagnols rivalisèrent d'activité et firent appel à toutes leurs ressources pour mettre ces places à l'abri d'un coup de main ou d'une surprise. Ils armèrent les travaux de défense qui existaient et en commencèrent de nouveaux. Bientôt ensuite, ils cherchèrent à nouer des relations avec les Arabes ; ils les trouvèrent

également mal disposés. En 919 (1513), ils se lancèrent sur les campements des Ghomara qui, de distance en distance, s'étendaient bien à l'ouest du château de Mers el Kébir, dans une contrée couverte entre la montagne et la mer. Ils culbutèrent, dans cette sortie, tous les guerriers qui étaient rassemblés pour combattre, et ils revinrent avec du butin. En 920 (1514), des troupes légères parcoururent les abords de la Sebkhah d'Oran et atteignent les El Ounazera, du groupe des Zemala, lesquels ne tardèrent pas à faire acte de soumission. Une branche des El Ounazera a embrassé le christianisme ; ses descendants résident ou résidaient à Ceuta. En 923 (1517), une colonne tombe sur les Douaouirs de Guizza, qui étaient campés du côté de Tamzour'a, et elle revient dans la place, poussant devant elle des prises importantes. En 927 (1520), répondant à l'appel de Bou Kelmous, le Zianide, leurs troupes s'enfoncent dans les terres, et vont notamment attaquer la *Qal'a* des Beni Rached où se trouvait Issehak, le frère de Kheir ed Din. Leurs canons tonnent, placés à l'ouest, sur la position dominante de El Berrak, et leur feu cause de grands ravages parmi les déserteurs de la *Qal'a*. Toute résistance étant jugée inutile, ceux-ci se rendent à condition d'avoir la vie sauve, ce qui leur est accordé. Peu après, les Espagnols oubliant leur parole, égorgent tous ceux qu'ils peuvent atteindre. Kheir ed-Din, en apprenant ces événements, se hâte d'organiser une nouvelle armée et se dirige sur Tlemcen, etc. En 930 (1523), les Espagnols pèsent lourdement sur les Oulad Ali, lesquels bientôt font acte de soumission. Ils trouvèrent, plus tard, parmi ces populations, des cavaliers qui furent tout dévoués à leur cause. Les Oulad Ali habitent aujourd'hui la même contrée qu'autrefois, ils dépendent de la commune mixte de Saint Lucien (Zahana pour les Algériens). En 935 (1528), ils razièrent les Chaf'a, campés dans la plaine de la Melata, où ils résident encore. Ils relèvent de l'ancienne commune mixte de Aïn el Arba.

A la fin du mois *Dhou el kaada* 949 (mars 1543), l'armée qu'ils avaient organisée en vue d'une grande entreprise atteint aisément Tlemcen. Cette armée, qui ne comptait pas moins de 14 000 combattants et qui était guidée par Hamida el Euldji ben Redouan, un chef *zianide* (chrétien d'origine), et aussi par Grab, le chef des Oulad Kralfa, occupe cette place pendant 13 jours, puis s'en éloigne librement. Un peu avant cette opération, il convient de placer le coup de main que quelques unes de leurs troupes, équipées à la légère, suivies de contingents des Beni Amer, tentèrent avec succès dans la plaine de Ghris, au sud de l'endroit où, plus tard, les Turcs devaient fonder Mascara.

Les Espagnols, qui comptaient des alliés parmi les Arabes, alors, étaient pleins d'audace ; ils s'aventuraient au loin pesant sur les

populations qu'ils rencontraient, et, chaque fois, ils ramenaient du butin ou des prisonniers. C'est à ce moment qu'ils s'avancèrent jusqu'à Nesmout (forêt au sud des Hachem) où habitaient des Zouata et qu'ils furent ensuite jusqu'à Et Tar'ia, près de l'endroit qui occupe aujourd'hui un village européen. Dans ce village se tenaient des campements nombreux et sûrement ils n'auraient point échappé aux coups des chrétiens, s'ils ne s'étaient trouvés parmi les familles groupées en ce lieu un marabout du nom de Bou Mehdi Aïssa ben Moussa et Tedjani, lequel avait la faculté de comprendre le langage des oiseaux. Peu avant l'apparition des Espagnols, ce saint personnage, si remarquablement doué, eut connaissance du péril en écoutant une alouette qui chantait au dessus de sa tête. Aussitôt il fit savoir à ceux qui l'entouraient qu'il était prudent de décamper au plus vite. Chacun s'empressa de fuir dans la direction d'une forêt épaisse, sise dans une contrée des plus tourmentées. Leurs campements se reformèrent à l'endroit dit Dra el Heurra, endroit où ils étaient hors d'atteinte. Les Feroha de la plaine de Ghris, parmi lesquels résidait Mohammed ben Yahya (ce savant enseignait aux humains et aux esprits), on le sait, lesquels se pressaient également autour de lui furent atteints par les chrétiens. Les Beni Abbad se mirent en selle, et en appelèrent au sort des armes avec plus de valeur que de succès. El Aroussi, l'ancêtre des El Araïssia, culbuté dans cette affaire, eut son cheval enlevé, et, rejoint bientôt lui-même par ses ennemis, il eut la tête tranchée ; ils emportèrent ce saignant trophée à Oran.

En 950 (1543-1544), les Espagnols surprirent El Kert et ils y firent, bien des prisonniers. El Kert, qui est situé au nord de la plaine de Aouadja, est une ancienne ville arabe dont la fondation remonte à l'année 220 (835). On y voit encore, au dessus de la mosquée et des quelques habitations groupées sur ce point, traces des anciens murs. Guidés par Rabah ben Soula, l'ancêtre des Souala, que l'on retrouve dans la commune de Zahana (Saint Lucien pour les Français), les chrétiens passèrent par les Beni Tala, remontèrent l'oued El Hammam et vinrent inopinément assaillir les gens d'El Kert. Ils ruinèrent de fond en comble le village, ses habitants terrifiés se dispersèrent bien vite. En 952 (1545), une petite colonne put opérer dans la vallée de la basse Makerra ; elle razzia une zaouïa bien connue dans la contrée. Cette zaouïa qui avait été élevée par Sidi Belaha el-Mehadji, était très fréquentée ; des personnes de tout rang venaient s'y instruire. Les chrétiens firent de nombreuses prises dans cette sortie, et ils revinrent sur leurs pas, ramenant prisonnières les trois filles de Sidi Belaha lui-même. Il fut à son tour enlevé par un groupe d'Espagnols, qui poussaient une pointe dans la région du Tassala. Il gémissait dans les prisons d'Oran, ainsi que ses filles, quand il fut

racheté, avec l'une d'elles, par Bou Azza ould Hamida, le chef des Oulad Slimane. Une autre de ses filles fut aussi rachetée et épousée ensuite par Ech Chaht, fils de Demmouch, le chef des Oulad Ali. La troisième fille, sa fille cadette, languissait dans un étroit cachot au désespoir de ses parents. Son père ne cessait de prier Dieu et un jour qu'il venait d'adresser une fervente prière, il fut bien surpris en voyant sa chère enfant accourir dans ses bras, toute souriante. Questionnée sur sa délivrance, elle répondit : « un oiseau tout blanc est venu me becqueter dans ma prison. Puis, comme il voltigeait devant moi, en poussant des petits cris, je l'ai suivi et toutes les portes se sont ouvertes d'elles mêmes ». D'après une autre version, ce serait une chienne, une chienne toute dévouée à sa maîtresse prisonnière, qui serait allée la chercher à Oran, et qui lui aurait fait recouvrer la liberté ensuite d'une façon vraiment miraculeuse. [GUIN ne critique pas le texte en arabe dont l'auteur donne parfois des dates fausses]

Aux temps des « *correrias* » et des « *jornadas* » ou le manque de politique coloniale

L'Espagne ne possédait plus, au début du XVIII^e, que cinq places fortes ou présides dans l'Afrique du Nord : Oran (avec Mers el Kebir), Melilla, Alhucémas, le Pénon de Vélez et Ceuta². Deux de ses possessions sur l'Atlantique venaient de retomber au pouvoir des Marocains³. La Mamora, que les Espagnols appelaient aussi Saint Michel

² Lire Ch. André Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord : Tunisie, Algérie, Maroc. De la conquête arabe à 1830*, 2^e édition Roger Le TOURNEAU, Paris, Payot, 1956, 367 p. Les Espagnols, malgré leurs engagements antérieurs, aspiraient toujours à occuper certaines places du territoire marocain, depuis que la prise de Grenade en 1492 avait couronné l'œuvre de la *reconquista*. Les Rois catholiques faisaient étudier le littoral maghrébin par des voyageurs à leur service. Melilla les tentait. Ils obtinrent que les Portugais, à qui les traités réservaient tout le royaume de Fès, en fissent le sacrifice en 1494. Trois ans plus tard, le duc de Medina Sidonia l'occupa, sans coup férir, avec la flotte destinée au deuxième voyage de Christophe Colomb (1497). De là, les Espagnols suivirent, avec anxiété, les progrès de la lutte entre Wattasides et Chérifs, p. 200.

³ De la mort de Ferdinand et de l'avènement de son petit fils, Charles Quint, en 1516, date de la réunion de toute l'Espagne en un même Etat : cette réunion, la possession de la Sicile, de la Sardaigne, du royaume de Naples, de la Franche-Comté, des Pays Bas, et un peu plus tard l'acquisition du Milanais, la découverte et la conquête du Mexique, du Pérou, de la Nouvelle Grenade, du Chili, de Buenos Aires, enfin l'acquisition du Portugal en 1580, firent de l'Espagne au XVI^e siècle, la puissance prépondérante de l'Europe. Mais les fautes de tous genres, l'expulsion des Juifs, en 1492, et des Maures, en 1609, les rigueurs de l'Inquisition, l'émigration d'une foule d'Espagnols qui allaient chercher fortune en Amérique et dans les autres colonies, les guerres continuelles, amenèrent bientôt sa ruine ; elle se vit enlever successivement en 1609, sept des dix huit provinces

d'Outremer (San Miguel de Ultramar), située à l'embouchure du fleuve Sebou, avait été conquise le 6 août 1614 ; elle capitulait en avril 1681. Abandonné par la métropole, manquant d'eau et de vivres, menacé d'un soulèvement des quelques soldats et des forçats qu'il avait sous ses ordres, le gouverneur avait livré les clefs de la ville à l'alcaïde Umar qui l'assiégeait. Huit ans plus tard subissait un sort semblable Larache, assise à l'entrée de l'oued Loukkos, dans un pays de gras pâturages, de jardins et de splendides vergers⁴. Le fils aîné du chérif Moulay Ahmed l'avait livrée jadis à l'Espagne et le comte de Saint Germain en avait pris possession au nom de Philippe III, en 1610. Les Espagnols tenaient en grande estime cette ville ; Philippe II, qui avait essayé de s'en emparer, avait, dit-on, coutume de dire « qu'elle valait à elle seule toute l'Afrique ». Par de multiples attaques et après un assez long siège, le fameux empereur du Maroc, Moulay Ismaël, en était venu à bout en 1689. Le petit-fils de Louis XIV, Philippe V, ne reçut donc à son accession au trône de la Péninsule Ibérique, en 1700, que les cinq forteresses. Oran et Ceuta, à cause de leur importance, étaient appelées

des Pays Bas, en 1640, le Portugal, en 1659, le Roussillon et l'Artois, la Franche Comté, en 1679, elle perdit aussi sa population, son industrie, sa vigueur. La guerre de succession en Espagne (1701-1714) qui plaça sur le trône un petit fils de Louis XIV, donna aux puissances jalouses l'occasion de lui enlever toutes ses possessions européennes hors de la Péninsule. Jusqu'à la proclamation de la République le 30 décembre 1874, le pays vécut et subit de nombreuses crises qui finirent par considérablement remettre la prépondérance espagnole en Europe et dans le monde. Et au début du XX, l'Espagne avait encore un empire colonial deux fois grand comme l'Europe, et qui comprenait la moitié du Nouveau Monde, les Philippines, Cuba, Porto-Rico, etc. Elle ne conserve plus que les Canaries, Fernando Pô, Ifni et les Présides du Maroc, *Rio de Oro* et le littoral du Sahara entre le Cap Bojador et le Cap Blanc ; elle a perdu à la fin du XIX^e siècle, Cuba, Porto Rico, les Philippines, les Carolines, et les Mariannes : Lire M N Bouillet, *L'Espagne*, In : *Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie*, Paris, pp. 615-616.

⁴ Ces présides étaient la marque d'une occupation restreinte de l'Espagne sur les côtes marocaines. Dès le règne de Ferdinand le Catholique, les Espagnols se contentèrent du système de l'occupation restreinte. Ils transformèrent les ports conquis en places fortes aux murs formidables occupées par des garnisons (*presidios*), dont ils abandonnaient même la banlieue aux indigènes. Ils reprenaient en Afrique, leurs errements de la guerre de Grenade et se bornaient à tenir les points stratégiques d'où ils pratiquaient, au moment opportun, des razzias (*jornadas*) dans la campagne environnante. Durant tout le cours de l'occupation espagnole, les présides vécurent en état de siège. Les soldats menaient une existence extrêmement pénible, car ils mangeaient mal et ne touchaient pas régulièrement leur solde. La place privilégiée d'Oran se faisait approvisionner par des Maures alliés (*los Moros de paz*) et razziait, sur leurs indications, les troupeaux des tribus qui transhumaient dans le voisinage. Encore courut-elle des risques de famine. Ailleurs, où l'on devait surtout compter sur le ravitaillement par mer, la fièvre obsidionale eut parfois des effets terribles. Une enquête officielle faite, en 1540, à Bône, révéla que les soldats, « par désespoir, voulaient se faire Maures ». Voir Ch.-André Julien, 1956, p. 253.

« Présides majeurs » ; les trois autres, prisons bâties sur un rocher abrupt, étaient les « Présides mineurs ».

Pendant de longs siècles, l'Espagne avait dépensé déjà sur le continent africain son sang et son argent, hantée sans cesse par un vaste projet de croisade et de domination en pays « infidèle ». Après la prise de Grenade, tous ses souverains avaient plus ou moins rêvé de victoires éclatantes sur ces terres. Ferdinand le Catholique et Cisnéros s'emparaient de Mers el Kébir, de Vélez, d'Oran, de Bougie ; Charles Quint s'attaquait aux villes d'Alger et de Tunis ; Philippe II annexait Ceuta...⁵ Mais toujours le succès, en succès franc et durable, échappait à ces conquérants. On peut dire que ces hardies entreprises, exécutées cependant avec des flottes importantes et de grands armements, échouèrent.

D'ailleurs, il faut avouer que, maîtres d'une ville ou d'une place sise sur le littoral méditerranéen, les Espagnols ne surent ou ne purent jamais réduire l'intérieur du pays. Il n'y eut jamais, en Afrique, de colonisation espagnole.

Au moment où les armées s'avançaient vers le sud, victorieuses, comme, par exemple, à Oran vers le milieu du XVI^e siècle, avec le comte

⁵ Ch - André Julien, *Histoire de l'Afrique du nord : Tunisie, Algérie, Maroc*, Paris, Payot, 1956, pp. 251-253. La désagrégation maghrébine encouragea les ambitions espagnoles. Le Maghreb central était une proie d'autant plus tentante que les accords avec le Portugal interdisaient à l'Espagne de prendre pied au Maroc, ailleurs qu'à Melilla. C'est du reste à l'occupation de cette place en 1497 que se borna l'activité de l'Espagne, après l'achèvement de la *reconquista* en 1492. Cette inaction se fût sans doute prolongée si, comme l'a montré Braudel, l'insurrection des Maures montagnards du royaume de Grenade n'avait remis au premier plan le péril musulman en 1501. Les fanatiques voulurent voir la main du Maghreb là où se manifestait surtout le sursaut d'un peuple poussé à bout par la farouche intransigeance du cardinal Ximènès de Cisnéros. Ximènès, dont le tempérament puissant, agité de passions spirituelles et d'ambitions temporelles sut profiter de l'exaltation catholique, obtint, non sans résistance, qu'on portât la guerre sur le sol africain, où les Morisques réfugiés attisaient les haines contre l'Espagne et où l'on redoutait une coalition des souverains du Maghreb et du soudan d'Egypte. Les débuts furent triomphants. Après une attaque de corsaires de Mers el Kébir contre Alicante, Elche et Malaga au printemps 1505, les Espagnols entrèrent en action. Une armada espagnole obtint, en un mois et demi, la reddition de Mers el Kébir, le meilleur mouillage de la côte algérienne (9 septembre-23 octobre 1505). Pedro Navarro, qui avait appris le métier de corsaire en courant impartialement sus aux navires barbaresques et chrétiens, enleva le Penon de Vélez, dans la zone marocaine d'influence espagnole en 1508, puis Oran, qui fut, peut-être, livré par un traître et où le cardinal présida au massacre de 4000 ennemis, à la capture de 8000 prisonniers et à la consécration catholique de deux mosquées (mai 1509), enfin Bougie, qui fit un semblant de résistance (janvier 1510). Il ajouta à ses succès maghrébins la prise d'assaut de Tripoli en juillet 1510. Bref, en quelques années, l'Espagne s'était rendue maîtresse des principaux points du littoral sur lesquels elle pouvait s'appuyer pour conquérir le Maghreb, mais elle ne tenta jamais une telle entreprise.

d'Alcaudete, ils ne surent pas conserver les fruits de leurs succès par une politique sage, énergique et loyale. Au moment opportun, la Cour donnait des ordres si contradictoires ou si manifestement se désintéressait de ses vaillants pionniers que les meilleurs organisateurs et lieutenants hésitaient, se laissaient devancer par les événements, se décourageaient, quand ils ne se faisaient pas tuer comme le comte d'Alcaudete. La première conséquence de cette politique, ou plutôt de ce manque de politique coloniale en Afrique, fut d'enfermer les armées d'occupation dans les places fortes de la côte. Il fallut se borner à rester prudemment dans Oran, Bougie, Ceuta... et se permettre à peine quelques expéditions vers l'intérieur, des razzias, des « corrierias », comme disaient les Espagnols eux-mêmes, dont le mobile était de châtier quelque tribu téméraire ou de se procurer des vivres en temps de disette.

Au demeurant ces sorties étaient formellement interdites par le ministère de la guerre. Il était également défendu d'organiser des expéditions dans la campagne et d'aller défier l'ennemi en dehors du mur d'enceinte. On savait, en effet, qu'aux siècles précédents, lorsque cette méthode était en usage et que les gouverneurs pouvaient, à leur aise, s'avancer dans l'intérieur du pays dans le but de razzier les habitants, beaucoup de ces « corrierias » avaient tourné très mal. Souvent, on rapportait de ces coups hardis beaucoup de butin : des prisonniers, du bétail, des armes et des objets divers. On partageait alors et le tout était mis en vente. Quand on ramenait un troupeau important, une partie des bêtes était distribuée, sur l'ordre du gouverneur, aux troupes de la garnison et tout le reste était vendu aux enchères publiques par les soins du ministre des Finances ou du contrôleur du préside, qui en répartissait le produit conformément aux prescriptions royales. Le Conseil d'approvisionnement (Junta de Abastos) avait la charge de cette vente du bétail. Le décret du 26 juin 1739 faisait obligation de renouveler les chevaux, les armes et les munitions perdus ou détériorés pendant la correria grâce aux sommes obtenues dans ces ventes publiques. C'est seulement après qu'on répartissait le butin en quatre parts égales : la première revenait au gouverneur de la place qui, à son tour, indemnisait le ministre des Finances et ses employés de leur participation à la vente et au partage ; le second quart allait aux officiers et les deux autres aux sous officiers et soldats qui avaient pris part à l'expédition⁶.

Au XVIII^e siècle, les ordres du Roi furent encore plus sévères. En 1721, lorsque le marquis de Lede après avoir fait lever le siège de Ceuta

⁶Cazenave, J., « Les présides espagnols d'Afrique (Leur organisation au XVIII^e siècle) », extrait de *La Revue Africaine*, n° 311-312, 1922, pp. 44-47.

poursuivit les assaillants, l'épée dans les reins, jusque dans la Sierra Bullones, il dut aussitôt regagner la place pour n'en plus sortir. Un peu plus tard, en 1732, quand le comte de Montemar se fut emparé d'Oran et Mers el Kébir, il lança le marquis de Villadarias vers Mascara et Mostaganem ; mais on lui enjoignit de se replier et de rentrer dans la ville reconquise. *Désormais des ordres royaux, souvent répétés, prescrivait aux gouverneurs des Présides de ne s'aventurer dans le pays sous aucun prétexte ; il fallait uniquement se défendre à l'abri des canons et des forts.*

Les résultats néfastes de cette occupation restreinte⁷ ne tardèrent pas à se faire sentir : au lendemain même de leur victoire les vainqueurs se convertissaient en vaincus, les conquérants devenaient des assiégés. Lorsque les souverains du pays n'attaquaient pas eux-mêmes à la tête de leurs troupes, les tribus environnantes gardaient jalousement les approches des présides, dont les habitants étaient, par la suite, soumis aux rigueurs d'un siège presque continu. Entre eux et les indigènes toutes les communications étaient interdites ou impossibles ; on leur refusait même des vivres et lorsque certains se hasardaient à commercer avec eux, ils recevaient souvent un châtiment exemplaire de leurs coreligionnaires. Les munitions, les denrées alimentaires, la viande et le blé, et dans certains présides l'eau elle-même, tout venait directement d'Espagne. Cette vie monotone, sous un ciel parfois inclément, faisait de l'enceinte fortifiée un lieu de déportation, une prison, aussi bien pour la garnison que pour les bagnards : tout le monde y menait une existence peu agréable, intolérable même la plupart du temps. De plus, l'entretien des présides occasionnait de fabuleuses dépenses en hommes et en argent à l'armée et au trésor royal, déjà diminués et appauvris, l'une et l'autre, par les grandes guerres européennes et les embarras intérieurs de toute sorte.

Cependant, ces places africaines, conquises l'épée à la main, jalousement défendues contre les multiples assauts, protégées par des remparts d'une solidité éprouvée, ces places avaient leur utilité pratique. Par leur situation favorable, par leur force, elles étaient précieuses et chères au cœur des Espagnols : leur or les avait bâties, leur sang les avait préservées ; et c'était avec orgueil encore, même en plein XVIII^e siècle, que, jetant les yeux sur la carte d'Afrique ils y apercevaient ces cinq citadelles qui seraient peut être des points d'appui pour de nouvelles et grandes conquêtes.

⁷ « Les établissements européens en Afrique du Nord du XV^e au XVIII^e siècle et la politique d'occupation restreinte », par Robert Ricard, pp. 687-688. In : *Deuxième Congrès, Tlemcen, 1936, Tome II.*

C'est à ce moment là que l'on songea, pour éviter leur perte et les rendre tenables, à organiser la vie intérieure de ces places en même temps que leurs moyens de défense. Successivement, les ministres de la Guerre espagnols, Joseph Patino, le marquis de la Ensenada et d'autres leur donnèrent des règlements et des instructions bien détaillées, de façon à réduire au minimum la part de l'imprévu. Ceuta reçut son premier règlement général en 1715 ; les présides mineurs eurent le leur en 1717, Oran, en 1745. Cette législation nouvelle prévoyait l'organisation militaire, économique, politique et religieuse des présides. Car jusqu'alors on s'était contenté d'un « *modus vivendi* » très souvent adapté aux événements et les décisions étaient prises selon les besoins de l'heure présente. Enfin chacun pouvait connaître ses droits et ses devoirs dans ces forteresses où vivaient côte à côte les troupes de la garnison, les détenus et les criminels, la population civile et les Maures réfugiés.

Razzier ou être razzié

Or, le jeu des maîtres, c'est la razzia, la sortie bien calculée, à la fois sport et industrie, et aussi, reconnaissons le, stricte nécessité : il faut faire la police autour de la forteresse, disperser les uns, protéger les autres, prendre des gages, avoir des renseignements, saisir des vivres. Nécessité mise à part, la tentation reste grande de jouer à la petite guerre, de s'embusquer dans les jardins, au voisinage de Tunis, et d'y saisir quelques paisibles propriétaires venus cueillir leurs fruits ou moissonner un champ d'orge ; ou bien, près d'Oran cette fois, au-delà de la Sebkha tour à tour éblouissante de sel ou couverte d'eau, d'aller surprendre un douar dont les espions à gages ont dénoncé la présence. C'est là une chasse plus passionnante, plus dangereuse, plus profitable aussi que celle des bêtes sauvages.

Sur le butin, chacun a sa part et le capitaine général, parfois le « quint », privilège royal, qu'il s'agisse de blé, de bêtes ou de gens. Parfois des soldats, las de l'ordinaire, partent d'eux-mêmes à l'aventure, goût du lucre, de la nourriture fraîche ou coup de cafard. Mais ces razzias n'ont-elles pas empêché souvent l'indispensable contact pacifique entre l'arrière pays et la forteresse si elles ont, comme on le désirait peut être, porté au loin la terreur du nom espagnol⁸.

La conquête du Maghreb : une histoire espagnole manquée ou la faillite de sa mission géographique

⁸ Braudel, F., *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949, p. 690.

Avec les splendeurs de la primauté musulmane en Méditerranée, naissaient ou s'épanouissaient, sur la rive sud, de grandes villes maritimes : Bougie, Alger, Oran, ces deux dernières fondées au X^e siècle. Et par deux fois, « l'Andalousie » africaine, avec les Almoravides, puis avec les Almohades, sauvait la véritable Andalousie de la pression chrétienne, au XI^e puis au XII^e siècle. Il est à noter que, jusqu' à la fin de l'islam ibérique indépendant, la « Manche » est sarrasine, des approches de l'Algarve portugaise jusqu'à Valence et même aux Baléares. Plus longtemps encore que la Méditerranée sicilienne, l'Islam aura tenu ce long réduit liquide bien après Las Navas de Tolosa qui est de 1212, au moins jusqu'à la conquête de Ceuta par Dom Joao de Portugal et ses fils, en 1415. Conquête qui aura été voulue, d'ailleurs, tout autant par les marchands italiens que par le fondateur de la dynastie d'Aviz. De ce jour, le chemin était ouvert vers l'Afrique, de ce jour était condamné le monde musulman résiduel de Grenade dont seules les longues discordes castillanes auront prolongé l'existence. Et quand la guerre de Grenade recommencera pour le dernier acte de la *Reconquista*, en 1487, les Rois Catholiques sauront en bloquer les côtes avec des navires de Biscaye.

Se saisir de la rive Sud de la Manche ibéro africaine

Aussi bien, la conquête achevée, les vainqueurs chrétiens allaient-ils être entraînés à saisir la rive Sud de la Manche ibéro africaine, sans le vouloir, pour autant, avec la netteté et la continuité de vues qui eussent été conformes aux intérêts espagnols. C'est une catastrophe, en effet, dans l'histoire de l'Espagne, qu'après les occupations de Melilla en 1497, de Mers el Kébir en 1505, du Penon de Velez en 1508, d'Oran en 1509, de Mostaganem, Tlemcen, Ténès et du Penon d'Alger en 1510, cette nouvelle guerre de Grenade n'ait pas été poursuivie avec acharnement ; que l'on ait sacrifié cette tâche ingrate, mais essentielle, aux mirages d'Italie et aux relatives facilités d'Amérique. Que l'Espagne n'ait pas su ou voulu ou pu développer son succès initial, peut être trop facile, qu'elle n'ait pas poussé cette guerre d'outre Méditerranée, voila peut être un des grands chapitres d'une histoire manquée. L'Espagne, à moitié Europe, à moitié Afrique, a alors failli à sa mission géographique et, pour la première fois au cours de l'histoire, le détroit de Gibraltar « est devenu une frontière politique » et le rêve de croisade et d'expansion africaine du Cardinal Ximénès ne devait pas être réalisé... traverser le canal était devenu difficile, (p. 86) et on le voit bien en suivant l'histoire du ravitaillement d'Oran, toujours précaire au XVI^e siècle. De la grosse « gare régulatrice » de Malaga, les *proveedores* organisent des convois,

nolisent des barques et des navires, à destination du préside. Cependant, toutes ces vivantes liaisons, de jadis entre Afrique et Espagne, se trouvent, au cours du XVI^e siècle, gênées, suspendues. D'autant que le gouvernement craint, à chaque instant, que le commerce ne soit un prétexte à contrebande de guerre, à espionnage... Aussi, peu à peu, à mesure qu'avance le siècle, la rive africaine est elle abordée par de nouveaux marins, tout prêts à s'emparer de la place vide : français du pays Basque, Anglais, Hollandais et, à partir de 1575, Livournais qui pousseront jusqu'à Larache, à la recherche de cuirs peloux, de sucre, de cire. Grosse perte pour la péninsule⁹.

En Afrique du Nord, le problème défensif se pose avec plus de clarté qu'ailleurs¹⁰. Etablies à l'époque de Ferdinand le Catholique, surtout de 1509 à 1511, les *fronteras* ont été alors plantées en bordure d'un pays archaïque, inconsistant, incapable de se défendre. Seules, peut être, les préoccupations de l'Aragonais, trop tenté par les richesses de l'Italie, ont empêché l'Espagne de se saisir des profondeurs du pays maghrébin. Mais l'occasion perdue ne s'est plus représentée. Dès 1516, les Barberousse s'implantaient à Alger ; en 1518, ils se plaçaient sous la protection du Sultan ; en 1529, leur ville se libérait de la petite forteresse gênante du Penon que les Espagnols possédaient depuis 1510. Dès avant cette date, Alger avait rayonné par tout ce pays frustré du Maghreb central, y jetant ses rapides colonnes, y installant ses garnisons, ramenant vers elle les trafics de cette vaste zone intermédiaire. Dès lors, un pays tenu du dedans s'oppose aux Espagnols et les menace. Les grandes expéditions de Charles Quint contre Tunis en 1535, contre Alger en 1541, ou de ses subordonnés d'Oran contre Tlemcen en 1543, contre Mostaganem en 1558, ne changèrent rien à cette situation. D'ailleurs, après l'échec contre Mostaganem qui entraîna avec lui l'abandon de vastes projets d'alliance marocaine, un autre âge, le troisième âge des présides commençait déjà. Inauguré par Philippe II, il est sous le signe de la prudence et du calcul, non plus de l'aventure¹¹.

⁹ Braudel, F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, p. 87.

¹⁰ Braudel, F., *Les Espagnols et l'Afrique du Nord.*, *Revue Africaine*, 1928.

¹¹ Braudel, F., *op. cit.*, p. 682.

Des milliers de ducats pour les places fortes d'Afrique

Patiemment, par une politique continue, sans éclat, mais efficace à la longue, entre les années 1560 et 1570, on a renforcé et développé la masse même des présides. Au temps de Philippe II, les présides grossissaient donc, se hérissaient de fortifications neuves, dévoraient les matériaux de construction apportés souvent de très loin (à Mers el Kébir, un bateau débarque de la chaux de Naples), réclamaient sans arrêt de nouveaux pionniers, des *gastadores*¹².

Un rapport financier, à situer entre les années 1564-1568, fait le bilan des frais des présides depuis le Penon de Vêlez, récupéré à l'Ouest en 1564, jusqu'à la Goulette (Tripoli perdue en 1551 et Bougie enlevé par les Algérois en 1555, manquent à l'appel). La solde des garnisons s'y établie ainsi : le Penon de Vêlez 12 000 ducats, Melilla 19 000, Oran et Mers el Kébir 90 000, la Goulette 88 000. Soit un total de 209 000 ducats. On notera la dépense relativement grosse de la Goulette : sa garnison, forte d'un millier d'hommes, effectif ordinaire, plus un millier, effectif extraordinaire, coûte aussi cher que le double préside oranais, qui compte alors 2 700 soldats et 90 chevaux légers. C'est que la solde allouée au fantassin d'Oran (1 000 *maravedis* par mois) est plus basse, la vie y étant à bon marché. A l'Ouest, seule la garnison du Penon a la haute paye d'Italie¹³.

Ce chiffre de 200 000 ducats ne concerne que les dépenses du personnel, à quoi s'ajoute une infinité d'autres. Il y a l'entretien et la construction des fortifications : Philippe II envoie ainsi pour la construction de la nouvelle Goulette 50 000 ducats en 1566, et de nouveau 50 000 deux ans plus tard, ces deux envois n'étant pas forcément les seuls. Il y a en outre, le ravitaillement en munitions et il est fort onéreux. Par exemple, en 1565, un envoi de munitions pour la Goulette seulement se monte à 200 quintaux de plomb, 150 de corde à arquebuse, 100 de poudre subtile (à 20 ducats le quintal), 1000 corbeilles à terre, 1 000 pelles avec leurs manches, le tout se montant à 4 665 ducats, sans compter les frais de transport. Or, en 1560, pour un envoi du même ordre de grandeur, il avait fallu utiliser 8 galères. Pour les constructions, chaque préside avait sa caisse personnelle, sur laquelle on prélevait, le cas échéant, quitte à rembourser ensuite. Il vaudrait la peine d'étudier ces budgets avec précision. Alors on pourrait dresser (indépendamment de la

¹² Braudel, F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, pp. 683-684.

¹³ *Idem*, p. 686.

première mise de fonds nécessitée par la conquête elle-même, 500 000 ducats par exemple pour la prise du Penon, en 1564, non compris les frais de la flotte), le très lourd bilan de ces minuscules forteresses, constamment à rapetasser, à consolider ou à étendre, à ravitailler, à nourrir¹⁴.

Le mérite de ces chiffres, en tout cas, est de montrer, sans l'ombre d'un doute, l'importance de l'effort que l'Espagne a consenti, face aux côtes barbaresques¹⁵.

Mais, il faut dire qu'au cours du XVIII^e siècle, dans les diverses conventions passées entre l'Espagne et le Maroc, on s'occupa activement de délimiter les Présides, autour desquels les Espagnols voulaient un certain rayon libre pour y faire pâître leurs troupeaux. Les Sultans acceptèrent de faire droit à ces revendications. Il était dit, par exemple, dans le traité de 1767 que « pour renouveler les limites des Présides et les marques avec des pyramides de pierres, S M Impériale nomme le chef de L'Acher, gouverneur de Tétouan et tout ce que celui-ci fixera ou marquera comme limite, d'accord avec le commissaire nommé par S M Catholique est tenu dès maintenant pour fixement marqué ». Ainsi fut fait et les dites pyramides furent placées pour délimiter les pâturages réservés aux Espagnols. Le traité de Meknès du 1^{er} mars 1799 ne fit que confirmer ces clauses et ces décisions. Mais, l'Espagne ne put jamais obtenir l'autorisation d'agrandir ses Présides qui manquaient de tout et dont deux n'avaient même pas d'eau potable. Ainsi, malgré les demandes réitérées et les exigences de Carlos III, l'empereur Sidi Mohamed ben Abdallah, dans le traité de Marrakech du 28 mai 1767, stipulait qu'un tel agrandissement était inacceptable. L'article 9 était formel : « La Loi s'opposait absolument aux agrandissements que S M Catholique demande à effectuer dans les quatre Présides. Depuis l'époque où ces points ont été occupés par l'Espagne, leurs Majestés Impériales ont fixé les limites sur l'avis de leurs *Tolbas* et Oulémas et ont juré de n'y rien changer, serment qui a été et qui est encore observé par tous les Empereurs.

Les sommes du Trésor ou des Fonds de la Croisade sources de financement

Ces trois forteresses dépendaient directement d'un même centre, Malaga, où était organisé un ministère spécial avec un Intendant Commissaire royal de Guerre, deux officiers d'Intendance et un trésorier

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ Braudel, F., *op. cit.* p.687.

payeur. Ce ministère établissait les comptes des dépenses, ordinaires et autres, pourvoyait au ravitaillement en vivres et munitions de toute sorte. Chaque année, après avoir soumis son budget au ministère de la Guerre, il recevait et répartissait, selon les besoins, les sommes provenant du Trésor ou des Fonds de la Croisade.

Un hôpital, avec son personnel complet fonctionnait, à l'usage des militaires et détenus des Présides, gravement malades ou blessés ; les veuves et orphelins des militaires en garnison, ainsi que les invalides et retraités y étaient également reçus. Enfin, Malaga était chargée des Aiguades, c'est-à-dire d'approvisionner constamment d'eau potable, transportée par bateaux, les citernes du Penon et Alhucémas, qui en étaient totalement dépourvus. Un service postal fonctionnait sans cesse entre ces établissements et Malaga. A cause de cette centralisation des services administratifs, chaque place n'avait qu'un contrôleur trésorier ; un déporté tenait les comptes des divers magasins. De plus, le préside gardait à l'abri de ses murs une embarcation et quelques barques sous la direction d'un patron et de 24 marins à Melilla, 16 au Penon et 10 à Alhucémas. Un aumônier militaire payé par le roi (40 écus par mois) et aidé de deux vicaires assurait les services religieux ; ces petites églises dépendaient du diocèse de Cadix.

Entre les murailles et les défenses fortifiées : des tas d'or contre des montagnes de pierres

On conçoit fort bien que les présides ne pouvaient se défendre qu'à l'abri de solides remparts : le Génie militaire espagnol accomplit là des travaux considérables.

Ainsi, la Place d'Oran se trouvait, dès 1734, protégée par une enceinte en demi-cercle presque imprenable. On peut même dire que l'Espagne dépensa des sommes fantastiques pour la construction de ces murs et de ces défenses. Aussi, le général Vallejo, en terminant son rapport officiel sur Oran et Mers el Kébir, avouait que son pays « avait échangé là des tas d'or pour des montagnes de pierres »¹⁶. Cinq châteaux forts, capables de résister à toute attaque, avec une garnison régulière de 200 hommes, tenaient à distance les assiégeants ; St Grégoire, qui dominait la ville, défendait l'entrée du port et veillait aussi du côté de Mers el Kébir ; il était lui-même protégé par Santa Cruz, juché sur le Murdjadjo ; puis Rosalcazar, vers le centre de la ville, où résidait le commandant général, avec les bureaux et habitations du Ministre des Finances, des magasins et une grande partie des troupes ; à côté St André et plus loin St Philippe qui

¹⁶ *Idem*, p. 32.

regardait vers la campagne. Après Vallejo qui répara toutes ces fortifications tombées en ruines pendant l'occupation musulmane (Première libération d'Oran 1708-1732), tous les gouverneurs eurent à cœur de perfectionner ce système de défenses. Aramburu (1738) construit le fort de St Michel et celui de la Pointe de Lamoune ; Alvarado vient à bout du gros travail de couper le col de la Meseta qui reliait la montagne à Santa Cruz (*el padrasto de la Meseta*), pourvoit tous les remparts de mousquets, édifie les forts importants de St Charles, St Jacques, St Pierre, Ste Thérèse... Ces généraux furent aidés dans leur tâche par de grands ingénieurs, tels que de Montaignut, Gaver, Zermeno et Hontabat¹⁷.

Ceuta possédait alors trois enceintes fortifiées, où furent exécutés des travaux importants au cours du XVIII^e siècle. La première (de l'intérieur à l'extérieur) comprenait, avec la résidence du gouverneur, le mont Hacho dont la citadelle fut bâtie en 1771 et surveillait la mer et les plaines. Dans la deuxième, la grosse muraille du Nord fut exécutée en 1741 et son chemin couvert, le glacis et le fossé intermédiaire furent commencés en 1777 ; enfin, on perfectionna sans cesse la troisième, formée de remparts épais et de forts, tourelles et tous hérissées de batteries¹⁸. Chacune des places avait son Etat major du Génie¹⁹. La compagnie des Sapeurs officiait aussi de manière admirable dans les présides. Commandée par trois officiers, elle comprenait cent hommes à Oran et soixante à Ceuta, volontaires pour la plupart, avec quelques détenus. Sa mission principale, en dehors de l'aménagement des tourelles et des forts, était de creuser et d'entretenir les communications souterraines entre les châteaux, et, en cas de siège, de préparer les mines et contre mines pour éventer les sapes des ennemis et les faire sauter. Les rapports des commandants et des ingénieurs rendent compte des nombreuses artères cachées, presque aussi nombreuses que les rues en plein air et qui sillonnaient la ville en tout sens. Ainsi les Espagnols ne trouvèrent à Oran, en 1732, que peu de travaux de ce genre et la compagnie de mineurs se mit à l'ouvrage. On ouvrit, sur l'ordre de Vallejo, une large voie sous terre, où hommes et bêtes de somme chargées pouvaient aisément circuler, depuis la place d'Armes jusqu'au

¹⁷ *Idem*, p. 33.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ Cet Etat major était composé, dans la ville d'Oran, d'un ingénieur général, de deux ingénieurs extraordinaires secondés d'un géomètre venus directement d'Espagne par le canal du Ministère de la Guerre ; à Ceuta, d'un ingénieur en chef et d'un ingénieur extraordinaire. Melilla avait aussi son ingénieur et son géomètre ; les autres, un ingénieur géomètre seulement. Notons que ces officiers ordonnaient et dirigeaient tous les travaux exécutés dans la ville par les brigades de travailleurs et dans les grands présides, par la compagnie de Sapeurs.

château St André ; sur ce passage, d'autres moins importants vinrent peu à peu se brancher, dont la largeur et la hauteur variaient et qui aboutissaient aux autres châteaux de la ville. Plusieurs laissaient passer quatre hommes de front, comme celui qui allait de St André vers la campagne, au-delà de la porte de Tlemcen ; d'autres étaient plus étroits. Enfin, chaque fort avait une demi ceinture de mines, avec ou sans issue, dirigées vers l'extérieur, percées dans le but de surprendre les assaillants ou de les faire sauter à la poudre au moment où ils approchaient de l'enceinte. Mais, la plupart de ces souterrains ont, depuis, été endommagés par des éboulements ou ont presque complètement disparu, à Oran, lors du terrible tremblement de terre de 1790²⁰.

L'artillerie est l'une des composantes essentielles de l'architecture des présides. Elle garnissait murs et tours d'enceinte et servaient à tenir l'ennemi loin et en respect. En effet, si les présides étaient presque imprenables, c'est qu'ils étaient de tout côté hérissés de bouches à feu²¹. Ceuta avait aussi son Etat Major d'Artillerie et sa compagnie, mais un peu moins important. Dans les présides mineurs, il n'y avait rien de semblable ; on y envoyait en garnison temporaire des hommes et officiers du Régiment royal d'Artillerie²².

La dépense annuelle en munitions et poudre était élevée ; les bouches à feu venaient d'Espagne, ainsi que les balles, boulets et bombes. En 1770, Oran et Mers el Kébir ne comptaient pas moins de 228 canons, 18 mortiers et 201 mousquets qui vomissaient la mitraille au premier signal. L'enceinte de Ceuta était pourvue de 142 bouches à feu de tout calibre. Au Penon, plusieurs batteries balayaient la campagne prochaine, et quelques unes seulement défendaient le front de mer. Alhucémas possédait six grosses pièces du côté presque inaccessible Nord-Est et Est ; six autres à l'Ouest et au Sud ; sur la Muraille Royale, avec sa courtine et sa promenade, dix neuf étaient échelonnées ; à cet endroit se trouvait le mouillage et l'on accédait ordinairement à la Place au moyen d'un escalier portatif. Enfin, Melilla, sans cesse surveillée par cinq tribus puissantes qui, tour à tour, fournissaient 200 hommes de garde pour

²⁰ Cazenave, J., *op. cit.*, p. 35.

²¹ Un Etat-major d'Artillerie (Commissaire provincial, Commissaire ordinaire, quatre Commissaires extraordinaires, géomètre) mettait la ville en état de défense et dirigeait les opérations générales pendant les attaques ; deux contrôleurs, un garde magasin ou majordome, avec trois aides, avaient la garde et la responsabilité de toutes les armes, munitions, instruments de guerre ainsi que des outils et matériaux servant aux travaux publics dans la ville ; un capitaine du train avait la direction des équipages.

²² D'après Cazenave, J., dans ces places mineures, il y avait en tout 64 soldats répartis comme suit : 45 à Melilla, 10 au Penon et 9 à Alhucémas et étaient mis à la disposition du gouverneur et remplacés assez fréquemment, p. 36.

l'épier, braquait sur la campagne environnante une centaine d'engins de toute sorte.

Les canons et les armes de toute la garnison pouvaient avoir besoin de réparations ; les travaux de fortification demandaient des outils de bois ou de fer qu'il était impossible d'attendre d'Espagne ; car les relations n'étaient pas toujours faciles sur une mer souvent orageuse et infestée de pirates. On songea, de bonne heure, à créer dans les Présides une Maistrance d'Artillerie (*Maestranza de Artilleria*)²³ ; ainsi, avec des matières premières venues d'ailleurs : fer, bois, charbon, on pouvait se suffire. Une compagnie d'ouvriers fut instituée pour la fabrication des pièces accessoires, des affûts, mousquets, baïonnettes... et pour l'aménagement des esplanades et des glacis. Un petit arsenal fut spécialement installé et outillé pour cette compagnie, avec métiers, établis, forges, etc...

La ville d'Oran : conquête et administration espagnoles

Les cinq présides s'échelonnaient sur la terre d'Afrique juste en face des côtes espagnoles de la Méditerranée : le premier était Oran. Sa conquête remontait à l'année 1509 ; prise d'assaut par le fameux cardinal Ximénez de Cisnéros, qui avait réuni en grande partie les fonds nécessaires à cette croisade et avait dirigé en personne les préparatifs et l'expédition elle-même, la ville d'Oran était, avec Mers el Kébir (déjà au pouvoir de l'Espagne depuis 1504) une place de premier choix au début du XVIII^e siècle. Elle coûtait fort cher au Trésor : le Bey de l'Ouest, Mustafa Bouchelagham (le « *Bigotillos* » des Espagnols) savait que la garnison n'était pas très forte, que les murailles tombaient en ruines et que le roi d'Espagne, occupé ailleurs par des affaires plus importantes et plus pressantes, ne viendrait pas au secours d'Oran, en cas de siège. Les Anglais et Hollandais vainqueurs exigeaient, en effet, en ce moment, de Philippe V l'abandon de son trône ! Et Louis XIV, lui-même, fort découragé, recevait au début de 1708 cette lettre de son petit fils : ... « J'espère que vous écouterez plutôt la grandeur et la bonté de votre cœur

²³ La Maistrance composée uniquement d'ouvriers spécialistes était placée sous la haute direction du Commandant de l'Artillerie de la Place, qui en avait l'inspection, veillait à sa discipline et à sa bonne organisation ; cependant, il ne pouvait recevoir ou renvoyer un homme sans en référer au Général et au Ministre des Finances. Le commandement effectif était exercé par un officier de l'Etat Major d'Artillerie ayant lui-même des connaissances techniques assez précises dans les divers arts et métiers de la Maistrance, choisi parmi les commissaires ordinaires ou extraordinaires. Chaque soir, il faisait son rapport et prenait note des travaux à exécuter le lendemain. Il devait constamment rester dans son arsenal, pour répondre de la bonne ou mauvaise exécution des ouvrages (Cazenave, p. 38)

qui vous parle pour moi ; mais quoi qu'il arrive, je crois que je ne quitterai l'Espagne qu'avec la vie, que je ne suis point capable de redescendre du trône où Dieu a daigné me faire monter et qui m'appartient si légitimement, tant qu'il me restera une goutte de sang dans les veines et que je mourrai plutôt à la tête de mes troupes, en défendant mes Etats que de les abandonner lâchement ». Le Bey de l'Ouest savait cela ; il fit de grands préparatifs, vint bloquer la ville, attaqua vigoureusement et le 20 janvier 1708, il était maître d'Oran.

Mais, dès qu'il fut en paix avec le reste de l'Europe, Philippe V, qui avait juré de garder à l'Espagne les territoires reçus à son avènement, prépara une forte armée qui, sous les ordres du comte de Montémar, reprit Oran le 1^{er} juillet 1732²⁴. Les Espagnols fortifièrent la place, s'y installèrent solidement et n'en furent chassés que par le terrible tremblement de terre qui, en 1790, détruisit en quelques minutes les deux tiers des maisons et des forts, ensevelissant la majorité de ses habitants et de ses défenseurs. L'année suivante, le roi Charles IV signait un traité (en septembre 1791) avec le Dey Baba Hassan tout juste installé à cette dignité (suite au décès du Dey Mohammed au mois de juillet). Ce traité prévoyait l'évacuation d'Oran par les Espagnols, ce qui fût fait effectivement en 1792 lorsque le Bey Mohammed El Kebir, prit possession de la ville. On peut dire que durant les soixante années ayant marqué la seconde occupation espagnole, Oran et Mers el Kebir n'eurent pas un instant de répit. Le Bey Bouchelaghm vint essayer à deux reprises, avec l'aide du Dey d'Alger, de récupérer ces places d'où il s'était enfui. Des tribus séparées essayaient de temps à autre des coups de main et campaient des mois entiers dans les environs. Il y eut des années où l'on ne compta pas moins de cinq à six tentatives sérieuses qui coûtaient de part et d'autre des munitions et des vies humaines. Le 21 novembre 1732, par exemple, dans une sortie malheureuse, le commandant général, marquis de Santa Cruz, était lui-même tué avec beaucoup d'autres officiers et son corps restait aux mains des Algériens. Dans une autre attaque, les Espagnols avaient du lancer 720 boulets et tirer 29 805 coups de fusil. Cependant, au point de vue stratégique, la place était forte, presque imprenable.

²⁴ « Ce que subsiste de L'Oran espagnol » par A Pestemaldjoglou, Archiviste départemental d'Oran, secrétaire de la Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran, in : Deuxième congrès de la Fédération des Sociétés Savantes de l'Afrique du Nord, Tlemcen, 14-17 avril 1936, Tome II, Alger, 1936, pp. 665-688.

Administration espagnole

Depuis 1732, Oran et Mers el Kébir étaient gouvernées par un commandant général qui, dans les armées royales, avait le grade de Lieutenant général ou quelquefois de Maréchal de camp. Il recevait une solde mensuelle de 750 écus. On en compte treize pendant la période de la seconde occupation. Les plus illustres furent Villéjo (1733-1738), qui reconstruisit les fortifications trouvées en bien mauvais état lors de la reprise, aménagea la place pour la rendre habitable et réorganisa tous les services ; et Alvarado (1770-1774) qui fit d'Oran une ville assez belle et florissante, grâce à sa bonne administration : Oran comptait alors plus de 10 000 habitants.

Le marquis de la Ensenada, premier ministre du roi, donna un règlement à cette place en 1745. Le gouvernement politique était exercé par le commandant général aidé d'une Assemblée de six Conseillers- la Junta de Regidores-, qu'il présidait en qualité de *Corregidor* et dont l'auditeur de guerre était l'Alcade. Ces conseillers nommés pour un an seulement, étaient choisis par le Commandant général parmi les officiers supérieurs des régiments qui tenaient garnison régulière dans la ville. La Maison militaire du Commandant général comprenait un Gouverneur, un Lieutenant du Roi, un sergent-major, un aide-Major, trois aides de camp et un capitaine du Port. La petite place voisine de Mers el Kébir, que les Espagnols désignent sous le nom de Marzaquivir ou Mazalquivir était commandée par un gouverneur assisté d'un petit Etat-Major ; elle dépendait d'Oran en tous points. Enfin, chacun des cinq grands châteaux forts qui défendaient l'enceinte (Saint Philippe, Saint André, Saint Grégoire, Santa Cruz et Rosalcazar) avait un gouverneur assisté d'un aide et d'un aumônier militaire. La direction militaire des deux places coûtait la somme annuelle de 29 760 écus.

Les affaires administratives étaient confiées à un Ministre de Finances (*ministro de Hacienda*), nommé directement par le Roi, avec une solde de 250 écus par mois. Il avait sous ses ordres plusieurs officiers d'administration qui l'aidaient dans ses tâches multiples et un Trésorier-payeur qui centralisait les fonds, de provenances diverses, destinés au paiement des officiers et soldats de la garnison, et subvenait à toutes les dépenses ordinaires ou extraordinaires, pour l'entretien, les frais de guerre et les travaux des fortifications.

La vie de relation

Au point de vue maritime, un capitaine du Port veillait sur les deux abris naturels d'Oran et Mers el Kébir (les « *Portus divini* » des Romains)

que l'on avait tant bien que mal aménagés et pourvus de mâles et où pouvaient se réfugier en sûreté les bateaux, même par temps de grosse tempête. Il n'y avait d'ailleurs aucun détachement de la flotte royale espagnole en ces lieux. C'est à peine si l'on y conservait une petite galiote pour permettre de communiquer à tout moment avec l'Espagne, quelques embarcations d'assez faible tonnage pour les besoins du service et le transport des munitions, matériaux et approvisionnements à Mers el Kébir, et plusieurs gabarres pour le débarquement des marchandises venues d'ailleurs. Ce capitaine avait sous ses ordres un contremaître, un charpentier-calfateur, douze marins volontaires et dix marins pris parmi les détenus. Une somme de 300 réaux par mois lui était allouée pour tous les frais de réparations. Le service régulier entre la péninsule et les Présides était assuré par des courriers. Un chebek (*jabeque*) transportant, avec la valise diplomatique du Roi et des Gouverneurs et la correspondance des troupes et de la population, des marchandises et des passagers, faisait la navette entre Carthagène et Oran ; un autre allait de Cadix à Ceuta ; Malaga desservait les trois Présides mineurs.

La vie religieuse oranaise

Les affaires religieuses dépendaient, à Oran, d'un vicaire ecclésiastique qui, depuis l'époque de la première conquête était nommé directement par l'archevêque de Tolède, son supérieur immédiat. Le Roi catholique, Ferdinand voulut, comme l'explique l'ingénieur Hontabat dans son rapport officiel, adjoindre cette juridiction au Patronage royal ; mais le cardinal Cisnéros allégua que la ville d'Oran avait été conquise avec l'argent des fidèles de son Archevêché et... le Roi n'insista pas pour ne pas grever d'une nouvelle charge le Trésor royal déjà si appauvri. Ce vicaire ecclésiastique était premier chapelain de l'église paroissiale. Le plus connu, au XVIII^e siècle, est D. Antonio Campoi y Morata, qui fonda l'hôpital de Saint Bernardin en 1756. Il parcourut, dit-on, la ville avec une besace demandant lui-même l'aumône pour cette pieuse fondation, qu'il mena à bien et qui rendit de grands services ; mais ce saint homme se trouva en butte aux jalousies et aux mauvaises volontés de tant de gens que l'autorité ecclésiastique fut obligée de le rappeler ; elle le nomma Visiteur général de l'Archevêché de Séville et dès son départ, l'hôpital fut fermé.

L'église principale avait, en outre, quatre autres chapelains, un chancre, un organiste qui, avec les sacristains et acolytes coûtaient par mois 248 écus au Trésor. Trois églises encore plus petites, étaient desservies par des religieux : Notre Dame de la Merci, et son couvent, où vivait un commandeur de l'Ordre, avec une douzaine de prêtres dont

deux étaient aumôniers de l'Hôpital militaire ; celle de Saint-François, où le culte était assuré par huit pères sous l'autorité d'un Gardien ; enfin celle de Saint Dominique, dans le couvent du même nom, avec un Prieur et six religieux. Ces deux dernières avaient beaucoup souffert après le premier départ des Espagnols. Quant à l'ancien couvent de Saint Bernard qui remontait au début de la conquête, construit sur l'emplacement de l'église Saint Louis, il servait, au XVIII^e siècle, de caserne ainsi que l'ermitage de Saint Roch, à la Marine. De plus, chacun des châteaux forts avait son aumônier militaire qui pouvait être choisi parmi les prêtres séculiers ou réguliers de la ville et qui officiait dans les petites chapelles construites la plupart par le général Valléjo. Il y avait un autre chapelain à Mers el Kébir et deux aumôniers pour le régiment d'infanterie.

Le Commandant général

Au dessus de toutes ces administrations économique, maritime et religieuse, était, le commandant général, propriétaire ou intérimaire. Nommé par le Roi pour un temps déterminé, il avait des attributions assez étendues. Il était chargé, en premier lieu, de la défense et conservation des deux places et n'avait de comptes à rendre qu'au ministre de la Guerre. En tout temps, il avait la haute direction des opérations militaires et de toutes les troupes de la garnison ; celles qu'on envoyait d'Espagne en renfort se plaçaient naturellement sous ses ordres. Lorsque les batailles livrées contre les Maures ou les razzias en pays ennemi procuraient du butin, il avait droit au quart de ces dépouilles. Enfin, il avait ordinairement l'inspection des troupes de la garnison qui lui fut conférée par un ordre royal du 15 avril 1758, spécifiant qu'à partir de ce jour « les régiments fixes dépendraient exclusivement des commandants propriétaires en chef de cette place ».

Mais, des difficultés surgissaient de tout côté ; des jalousies envenimaient les esprits et le commandant général se voyait souvent obligé de tenir tête au Ministre de Finances et à l'élément militaire. On s'adressait directement à la Cour pour se plaindre de lui et, au besoin, le calomnier ; on faisait avorter ses desseins les meilleurs. Ainsi, le vicomte de Bolognino (1767-1770), pendant son gouvernement, eut à livrer une lutte sans trêve contre une coterie acharnée, formée par le dit ministre et le vicaire ecclésiastique. Les officiers avaient contre lui une telle animation qu'ils tournaient en défaites les expéditions dont il prenait l'initiative. Un jour même, ils allaient le déposer et lui retirer son commandement, lorsqu'un colonel le sauva par une énergique plaidoirie. La lecture des correspondances échangées entre Oran et la Cour est fort

intéressante pour la connaissance de ces intrigues et de ces dissensions mesquines.

Ceuta, place forte espagnole d'Afrique

La seconde place forte espagnole en Afrique était Ceuta, blottie dans le repli d'une presqu'île de trois kilomètres, derrière le mont Hacho que couronne la citadelle, avec le quartier d'Almina (rade, port de mer en arabe) construit en gradins sur la colline du même nom. Elle avait été prise aux Marocains par le Roi portugais Jean 1^{er} à la tête d'une flotte imposante où combattaient beaucoup de chevaliers français et anglais, le 14 août 1415. Elle devint espagnole en 1580, lorsque Philippe II joignit à sa couronne celle de Portugal.

Vingt sept années de siège

Au début du XVIII^e siècle, elle était solidement fortifiée et bien défendue ; l'empereur du Maroc, Moulay Ismael la tenait assiégée depuis 1694 : ce siège dura 27 ans. Tout le monde avait pris les armes ; les ecclésiastiques eux-mêmes formaient une compagnie aguerrie. Mais peu à peu, le siège traînant en longueur, s'était converti en blocus. Le général en chef des troupes marocaines, Ali ben Abdallah, campait dans les environs et cultivait avec bénéfice les champs. En 1701, lors de la guerre de Succession, une sérieuse tentative fut faite par Moulay Ismael lui-même pour enlever Ceuta ; mais il échoua et le blocus recommença avec des attaques espacées, jusqu'à l'arrivée du marquis de Ledesma, accompagné de 16 000 soldats vétérans. Celui-ci, dans une sortie victorieuse, bouscula les assiégeants, s'empara de leurs campements, fit de nombreux prisonniers, pilla le palais du Pacha Ahmed, fils d'Ali (mort quelques années avant), prit la citadelle d'Afrag (d'un mot berbère qui signifie haie et aussi enceinte de toiles autour de la tente du général dans un camp ou même tente, assemblages de tentes, camp) et poursuivit l'ennemi en déroute jusque dans la Sierra Bullones qui ferme, dans le lointain, l'horizon de la ville.

Ceuta ne demeura pas en paix depuis ce siège mémorable, terminé en 1721 ; car elle eut à en supporter encore trois autres au cours de ce siècle. En 1732, l'aventurier hollandais Ripperda, ex-ministre d'Espagne et devenu général du Sultan, l'attaquait de nouveau ; il était cependant obligé de fuir, en chemise, dit on, après une magistrale défaite. Quelques années après, une armée marocaine essayait, mais en vain, de l'emporter d'assaut (1759) et enfin, en 1790, Ceuta soutenait son quatrième siège qui ne dura pas moins de quatorze mois ; les musulmans étaient commandés

par le sultan El Yazid en personne, lequel, pour se venger, disait il, des traités déshonorants que les Chrétiens avaient fait signer à son père, massacrait tous les Espagnols tombés en son pouvoir et faisait clouer leurs têtes sur les portes de ses villes maritimes ; il devait se retirer lui aussi sans le moindre avantage.

Ceuta et son Règlement général en 1715

Pendant le grand siège, en 1715, Ceuta, depuis lors toujours espagnole, reçut son premier Règlement général. D'après cette nouvelle organisation, elle était commandée par un officier supérieur qui avait ordinairement le titre de Capitaine général. Il recevait mensuellement 1000 écus qui se répartissaient ainsi : 500 écus de solde, pour frais de résidence, 33 écus et 3 réaux 1/3 pour le paiement d'un capitaine de gardes et 50 pour l'entretien de quatre gardes. Le commandement pouvait être confié à un lieutenant général qui ne recevait plus que 750 écus en temps de siège (soit la solde d'un officier de ce grade) et la moitié seulement en temps de paix. Enfin, le gouverneur pouvait n'être qu'un maréchal de camp avec 500 et 250 écus de solde, dans les mêmes conditions. Sa Maison militaire était à peu près celle du Commandant général d'Oran et comprenait un Lieutenant de Roi, un Sergent Major, deux aides de camp et un capitaine des Portes.

Ses pouvoirs étaient très étendus et il n'avait pas en face de lui un ministre de Finances jaloux de ses prérogatives et toujours prêt à empiéter sur les attributions d'autrui. Un ordre royal d'avril 1738 accordait à D. Antonio Manso, alors en fonctions et à ses successeurs, le gouvernement politique et économique de la Place ; il devait prêter serment entre les mains de l'évêque. Sous sa haute direction étaient donc placées l'administration intérieure et les Finances, dirigées par un Inspecteur Trésorier des Armées Royales (Veedor), aidé d'un officier supérieur et de deux autres officiers de Jurande ; deux contrôleurs se chargeaient de la bonne organisation des magasins (munitions et vivres) ; un trésorier payeur percevait les sommes destinées aux frais ordinaires et généraux de la Place, qu'il répartissait ensuite, et à partir de 1715, encaissait le produit des droits divers et des Rentes du tabac, un auditeur de guerre avait connaissance en première instance de toutes les causes militaires. Les deux emplois d'archiviste et d'interprète (*alfaunque*²⁵) ne furent créés qu'en 1745 pour le service du gouverneur. Enfin, deux vigies (*hacheros*) se tenaient constamment dans une échaugette (*atalaya*) du

²⁵ *L'alfaunque* fut en Espagne, puis en Afrique, le religieux de la merci chargé du rachat des captifs ; il était nommé par le roi ou par les communes, devait être brave et loyal et possédait un patrimoine pour répondre des sommes qu'on lui confiait.

mont Hacho, pour surveiller la mer, observer les mouvements de l'ennemi dans la plaine et aviser la garnison au moyen de signaux²⁶.

Le port maritime de Ceuta

Le port de Ceuta²⁷ assez bien aménagé pour recevoir de nombreux bateaux, était régi par un capitaine de Port (capitan del Puerto, Alcaide de la mar). Des deux bassins intérieurs ou darses, avec quais pour embarquement et le débarquement des marchandises, le premier seul, celui qui communiquait avec la mer par le fossé d'Almina, fut utilisé jusque vers le milieu du XVIII^e siècle ; l'autre précédé du « fossé royal de la Places d'Armes », était en mauvais état : peu profond, il avait besoin de nettoyage ; le canal était navigable, mais ne possédait pas de pont levis. Madrid ordonnait aux ingénieurs de Ceuta de lui soumettre des plans pour la transformation et l'agrandissement du port et prescrivait le prolongement des quais vers la mer (1734). Plusieurs embarcations, dont une galiote (Notre Dame d'Afrique), prise à des corsaires, et armée pour la chasse ou les besoins d'une expédition, quatre felouques de moindre importance et de nombreuses chaloupes assuraient le service de la Place, veillaient à sa garde et à sa protection avec un équipage de 116 marins ; quatre maîtres calfateurs dirigeaient un petit chantier naval de réparations²⁸.

Présides Mineurs ou les bagnes du Maroc vendus aux Chrétiens

Telle était au XVIII^e siècle, la situation et la haute administration d'Oran et Ceuta ; entre ces deux places s'échelonnaient, sur la côte

²⁶ En 1758, le général Zermeno installa également sur le sommet du fort Santa Cruz d'Oran un jeu de signaux sphériques (bolas) semblable à ceux qu'utilisait la flotte, avec des indications spéciales pour signaler les voiliers en vue ou la qualité des Maures (fantassins ou cavaliers) qui passaient dans les environs ou approchaient de la ville. Des trompettes sonnaient l'alarme en cas de surprise.

²⁷ Voir *Afrique française*, 1919, p. 197, et 1920 dans la partie Renseignements coloniaux, p. 91.

²⁸ Lire Supplément de *l'Afrique française*, Renseignements coloniaux, n°1, 1924, le reportage instructif de Léon Rollin effectué, en automobile, à travers le Maroc espagnol en 1923 : « Du Loukos à la Moulouya sans passer par le Rif », pp. 14-29. Le port moderne de Ceuta a été commencé en 1884, et était en voie d'achèvement en 1923. Si le gros des travaux était réalisé, l'équipement en était incomplet. Contrairement au plan tracé en 1904 par les ingénieurs civils qui annulait celui beaucoup plus modeste que les ingénieurs militaires avaient fait en 1884, le port de Ceuta dans les années 1920 était le meilleur du détroit et allait tenir son rôle : ses 106 hectares offraient un refuge plus sûr aux bateaux anglais, et du coup, décongestionner la rade de Gibraltar inapte à satisfaire les urgences militaires sans cesse accrues.

marocaine du Rif, les trois Présides mineurs²⁹, dotés d'une organisation à peu près semblable.

Le Rif entier est presque complètement *terra incognita*³⁰; on ne connaît exactement que sa côte demi circulaire et les embouchures des fleuves, depuis l'année 1855 où une commission française, dirigée par Vincendon-Dumontin et Phaïde de Kerhallet, les a explorées et en a rendu compte dans une « Description nautique de la côte du Maroc, Paris, 1857. Les trois *presidios*, petites villes fortifiées, que l'Espagne possède sur cette côte, Penon de Velez, Alhucémas et Melilla, sont des places presque sans importance et servent principalement de séjour à des criminels politiques et de droit commun³¹.

Le premier, le Penon de Vélez (en castillan, penon signifie « rocher escarpé », les voyageurs français le désignaient sous le nom de Pignon ou Pégnon de Velès, on l'appelait aussi Penon de la Gomera, parce que les campagnes environnantes étaient occupées par la tribu des Ghomara), à 25 lieues à l'Est de Ceuta, en face de Malaga, forteresse juchée sur un roc escarpé ; inaccessible et chauve, sans eau potable, devant l'antique ville de Badis (Velez). Les rivages environnants appartenaient aux deux tribus berbères Ghomara, les Beni It't'eft et les Bek'k'khouya, hommes d'un caractère brutal et cruel qui vivaient presque uniquement de pêche et de piraterie. Prise et fortifiée une première fois par l'illustre Pedro Navarro, en 1508, elle avait été perdue, puis reprise par les Espagnols sous le règne

²⁹ Zurlo, Y, dans son ouvrage *Ceuta et Melilla. Histoire, représentations et devenir de deux enclaves espagnoles*, L'Harmattan, 2005, pp. 16-17, aborde la question des *Presidios Menores* qui furent différenciés des *presidios mayores* à partir du XVIII^e siècle, au moment où la population de ces sites s'est considérablement accrue.

³⁰ Nous devons nuancer cette assertion : en réalité, l'hinterland est peuplé par des populations berbères fortement arabisées, avec des éléments négroïdes : ces métis sont appelés d'ailleurs « *Haratins* ». Sur le Dra'a supérieur et moyen, ils portent le nom de *Drawa* (sing. *Drawi*). L'appellation « *Bel Drawi* » équivaut, dans la partie du Maroc au Nord de l'Atlas, à une grosse injure, mais elle ne se rapporte plus à un mélange avec du sang nègre ; elle signifie plutôt : homme complètement informé et incivilité. Par « *haratin* » on entend proprement, dans le Maroc septentrional, un nègre affranchi ou un mulâtre ; un nègre, en général (indifféremment esclave ou affranchi) s'appelle *Gnawi* (pl. *Gnawa*). « *Bel Gnawi* » et « *Bel Hartani* » sont de vilaines injures concernant l'origine. *Bel* est une contraction de *Ben el*, fils de. Une injure qu'on affectionne pour les nègres est aussi : *Kimet el Milh* : littéralement un prix ou équivalent du sel, parce qu'au Soudan, les marchands d'esclaves troquent des nègres pour du sel. « *Bel Atrouss* » ou « *Bel Ansiss* », fils de bouc, insulte qu'on entend aussi donner fréquemment aux nègres, vient de l'odeur dont ils sont imprégnés. *Gnawi* peut signifier homme de Guinée, car l'esclave nègre était troqué contre des pièces de tissu guinéen.

³¹ Quedenfeldt, (tradition du Capitaine H. Simon), « Division et répartition de la population Berbère du Maroc », In : *Revue africaine. Bulletin des travaux de la Société Historique algérienne*, n°244-245, 1902, pp. 79-116.

de Philippe II ; une tentative de D. Sancho de Leiva, général des Galères de Naples, ayant piteusement échoué en juillet 1564 ; une seconde escadre de cent cinquante trois bâtiments qui portaient 13 000 hommes obligea le Penon à se rendre en septembre de cette même année ; il est, depuis, resté espagnol. Il eut à résister à une attaque assez sérieuse en 1774 ; lorsque le roi Carlos III, devant la mauvaise volonté de l'empereur Sidi Mohammed ben Abdallah pour l'exécution des clauses du traité signé par eux, lui déclara la guerre, ce dernier s'empressa de mettre le siège devant le Penon et lui lança des bombes depuis la crête voisine du Mampuesto. Mais le gouverneur M. Florencio Moreno, organisa si bien la résistance qu'il découragea promptement les assaillants, qui se dirigèrent sur Melilla.

En suivant la côte, toujours vers l'Est, on trouvait Alhucémas, deuxième préside, depuis peu espagnol, établi aussi sur un étroit rocher imprenable. Devant l'embouchure de l'oued Nakour, au fond d'une baie formée par les caps Quilates et Morro, Alhucémas était un sûr refuge pour les pirates barbaresques. Le 28 août 1673, le prince de Monte Sacro, général d'Andalousie, s'emparait, par surprise, de cette place et l'entourait d'une enceinte épaisse, en face de « la sauvage et féroce » tribu des Beni Ouriar'el qui s'empressaient de jalonner la côte de petits postes sans cesse renouvelés et relevés, pour surveiller les chrétiens.

Enfin, toujours à l'Est, Melilla était au pouvoir des Espagnols depuis longtemps déjà. Au lendemain de la chute de Grenade, sans coup férir, le duc de Medina Sidonia en avait pris possession au nom des Rois Catholiques en 1497 et elle n'avait cessé, depuis lors, de se défendre victorieusement. A cause de sa proximité avec le royaume de Tlemcen, les Rois Catholiques avaient obtenu du Portugal, qui regardait tout le Maroc comme « sa conquête », qu'elle fut englobée dans la « conquête d'Espagne » (Traité de Tordésillas le 7 juin 1494). Le roi de Debdou (un groupe de villages sur le plateau montagneux de Gada Debdou dont le cheikh longtemps vassal des Beni Merin, était devenu indépendant) chassé par les armées du Chérif vint se réfugier à Melilla, en 1550, cette place forte fut donc obligée de prendre une part active aux événements qui bouleversèrent le Maroc à cette époque³². Le duc avait relevé son enceinte, bâti sur le rocher qui domine la ville au Nord Est, la forteresse

³² Pour plus d'amples renseignements sur Melilla au XVI^e siècle, lire *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*, écrit par le Lieutenant colonel H De Castries (Archives et Bibliothèques d'Espagne, Tome I, Paris, Ernest Leroux, Madrid (Ruiz Hermanos), XXVIII, 670 p. La plupart des documents publiés dans ce volume sont relatifs à Melilla, et l'auteur nous donne une idée de cette ville au XVI^e siècle, de sa situation, de son organisation intérieure

où est installé le Préside, surveillé par la grande tribu de Galiya qui détestait l'Espagnol et le Sultan aussi, « pour avoir vendu les bagnes du Maroc aux Chrétiens ». Melilla supporta son premier siège en règle en 1687 ; puis eut à résister à l'empereur déjà cité, Mohammed ben Abdallah qui, furieux d'avoir échoué devant le Penon, en 1774, se présenta, au mois de décembre de la même année, avec 13 000 hommes, devant Melilla. Les premiers assauts auraient pu venir à bout de la petite garnison, s'ils avaient été menés avec vigueur. Mais le maréchal de camp Sherlock réussit à faire pénétrer dans la Place près de 800 hommes. Mohammed fut repoussé, foudroyé par les canons de l'enceinte et les volées de quelques frégates qui, malgré le rétrécissement du canal, firent d'habiles manœuvres. Ayant perdu beaucoup de soldats et de munitions, il se retira découragé et demanda la paix à l'Espagne.

En 1904, la ville tenait dans les murs de la citadelle. La guerre qui durait depuis 1909 lui apporta la richesse et la transforma entièrement. L'ancien préside se convertit ainsi en base d'opérations d'une armée dont l'effectif ne fut jamais inférieur à 20 000 hommes, atteignant souvent 100 000. Melilla était un camp, une ville créée pour le service d'une armée. Elle déborda ainsi les murailles où elle était enfermée depuis cinq siècles. Les vieux forts construits pour défendre la place contre les attaques des indigènes, ont été littéralement englobés dans les nouvelles constructions. Les demandes en logements des nouveaux immigrants suivant l'armée expéditionnaire étaient très fortes. Les exigences militaires poussèrent à la construction de casernes, d'édifices pour installer les services d'Etat-major, d'intendance, de ravitaillement, d'entrepôts³³. Un port pour transports militaires, pour bateaux anglais et allemands chargeant minerai de fer de l'Ouixan fut construit assez rapidement.

Le commerce y dépend des effectifs de l'armée expéditionnaire ; les officiers expéditionnaires y viennent pour accomplir un temps de service marqué par un inexorable roulement. Le chiffre du commerce de Melilla est en relation directe avec le nombre des soldats envoyés de la péninsule ; les bonnes années de Melilla sont les années de guerre. L'importation de Melilla consiste en soldats et en approvisionnements militaires et l'exportation se limite à celle du minerai de fer que viennent charger les bateaux étrangers.

La population de Melilla comprend un très grand nombre d'officiers, de commerçants et trafiquants tous plus ou moins fournisseurs des armées

³³ Rappelons que Melilla et ses environs (Nador, Sélouane, Mont Arwit), ont subi les dévastations des guerres et combats de 1893, 1909, 1921-1923 qui opposèrent les armées expéditionnaires espagnoles aux tribus insoumises du Rif.

en campagne et un prolétariat pauvre venu en grande partie d'Andalousie, principalement des provinces de Malaga et d'Almeria ; peu d'indigènes et une colonie israélite consacrée au commerce³⁴.

Ces trois présides mineurs, points stratégiques de grande importance sur le littoral africain, n'étaient point à dédaigner. Chacun d'eux était sous l'autorité d'un gouverneur, ordinairement un colonel, secondé par un sergent-major, deux aides de camp, deux ingénieurs, un commissaire ordinaire d'artillerie, un garde magasin, un interprète de langue arabe et un secrétaire.

Peupler à tous prix les présides

Il y avait, en dehors des troupes, trois catégories de personnes dans les places espagnoles : des détenus, des Maures et des Espagnols.

Présides bagnes de luxe pour les privados indociles et progénitures aristocrates mal élevés

De tout temps, l'Espagne utilisa les places fortes de la côte africaine comme lieu de déportation et de bague. La première garnison de Ceuta ne fut même composée que de détenus. De tous les points du Royaume on y envoyait des hommes condamnés pour toutes sortes de délits et de crimes ; ces gens appartenaient donc aux classes diverses de la société et le vulgaire assassin y pouvait côtoyer le Grand d'Espagne qui avait conspiré ou simplement déplu au roi ou à son ministre, le « *privado* ». Déjà, au début du XVI^e siècle, Charles Quint avait expédié à Oran quelques chefs de l'insurrection des « *Comunidades* », comme l'illustre seigneur D. Pedro de Giron qui avait combattu aux côtés de Padilla. Au cours du XVII^e siècle, on trouvait encore dans ces places des hommes connus, tels que le fougueux et orgueilleux poète Vicente de la Huerta qui écrivait à Oran des strophes enflammées à l'illustre « *Mauritania Cesarense* ». Enfin, lorsque des seigneurs d'Espagne, pour des raisons particulières, avaient à se plaindre de l'inconduite de leurs fils, ou voulaient les mettre en garde contre un coup de tête fâcheux, ils obtenaient facilement du roi une lettre de cachet pour les envoyer réfléchir en Afrique. Tous ces gens étaient évidemment traités avec les égards dus à leur rang et situation et n'étaient pas jetés dans la foule grouillante des condamnés ordinaires³⁵.

³⁴ Supplément de l'*Afrique française*, Léon Rollin, « Du Loukos à la Moulouya sans passer par le Rif », Renseignements coloniaux, n°1, 1924, pp. 14-29.

³⁵ Cazenave, J., p. 50.

Ces déportés furent toujours en assez grand nombre ; Ceuta en avait plus de 2 000 ; Melilla pouvait en recevoir 300, le Penon 250 et Alhucémas, 170. Oran, dès 1732, en voyait arriver une centaine et dans son rapport de 1770, l'ingénieur Hontabat en comptait 2 820. Tous ces gens dépendaient directement du Conseil Suprême de la Guerre ; dès leur condamnation par les divers tribunaux du royaume, le « *Gobernador* » de ce Conseil les acheminait vers les ports d'embarquement : Alicante, Malaga, Cadix. La charge de les conduire jusqu'à ces ports était mise aux enchères, la somme allouée pour chaque individu ne devant pas dépasser 86 réaux, 10 maravédís.

Ceux qui, parmi eux, étaient capables de porter les armes et n'avaient pas été punis pour un crime infamant, entraient dans les régiments d'Infanterie fixes ou autres compagnies régulières de la garnison. D'autres encore, à Ceuta et Oran, formèrent, à partir de 1745, une assez importante troupe de fantassins, de six escouades, comprenant chacune deux officiers et 50 hommes (dont un sergent et deux caporaux). Ils étaient armés, recevaient une solde journalière de neuf « *cuartos* » et une ration de pain, plus de six réaux par mois pour l'entretien de leur équipement. Un commandant était à leur tête et on les employait surtout à la garde des bestiaux, dans les endroits les plus périlleux et dans les attaques difficiles. Tous les autres étaient distribués en équipes ou brigades de 50 travailleurs, sous la direction de caporaux ; ils dépendaient du Ministère des Finances de la Place ou mieux, du Conseil des Œuvres Royales, sous l'immédiate autorité de l'ingénieur en chef qui arrêtait les plans des travaux, dont il dirigeait lui-même l'exécution, édifiant ou réparant les fortifications, les casernes, les châteaux et autres ouvrages d'utilité militaire ou publique. Chaque travailleur recevait huit *cuartos* par jour, soit 32 maravédís, avec une ration de pain, une livre de bois pour la cuisson de sa pitance et trois réaux par mois pour ses habits ; on lui fournissait en outre six paires d'espadrilles par an et une paire de souliers à Noël. Oran et Ceuta gardaient les hommes valides ; les petits présides n'avaient pas besoin de travailleurs³⁶.

Le vécu carcéral

Les bagnards étaient astreints à la vie de chambrée (*rancho*) ; chaque groupe de dix était sous les ordres d'un chef de chambrée (*ranchero*). Les caporaux veillaient au bon entretien de tous ces détenus « qui devaient toujours être aptes à exécuter les durs travaux de terrassement et de

³⁶ L'inspection régulière des détenus était du ressort du contrôleur (*veedor*) qui passait tous les mois une revue générale dont il donnait communication au commandant de la place.

construction de la place ». Il y avait deux jours de ration par semaine : le mercredi, avec du lard ou de la viande salée et le vendredi, avec de la morue et du biscuit ; la ration supprimait le prêt. Des 172 ou 180 *cuartos*, le *ranchero* en dépensait 55 pour le pot au feu (*puchero*) de midi et 22 pour le repas du soir. Le reste du prêt servait à couvrir les autres frais : le lavage des chemises et du linge coûtait 12 *cuartos* par mois ; 4 *cuartos* allaient au barbier ; avec un autre *cuarto* on achetait l'huile indispensable à l'éclairage des chambres. Les quelques maravédis qui restaient étaient remis au caporal pour remplacer les ustensiles de cuisine détériorés ou la vaisselle cassée. Tous ces hommes étaient soumis à une discipline très rude : les abus et les incartades étaient punis sans mansuétude³⁷. Les détenus de l'Eglise, c'est-à-dire, ceux qui, après leur délit ou leur crime s'étaient réfugiés dans un sanctuaire jouissant du droit d'immunité (*iglesia fria*), étaient parmi les cohortes. Ils étaient transférés dans les églises des présides où ils dépendaient directement de l'autorité ecclésiastique. Ils avaient leur ration journalière, comme les autres, mais ne travaillaient pas. Cependant, dès qu'ils quittaient l'église ou l'endroit qui leur avait été assigné par le décret du roi du 29 août 1665, s'ils étaient appréhendés, on faisait leur procès selon les règles du droit commun. Ils menaient donc une vie de reclus. Aussi, beaucoup d'entre eux demandaient à faire abandon de leur immunité pour être assimilés à leurs camarades de bague : chose qui leur était assez facilement accordée si, antérieurement à leur demande, ils ne s'étaient pas rendus coupables d'actes répréhensibles suivant l'ordre du 13 novembre 1749. Mais, comme ces présides étaient des places fermées et à cause des abus et désordres qui auraient pu survenir, le roi d'Espagne demanda à l'autorité religieuse de priver les églises de ces forteresses du droit d'immunité. Un bref du pape Benoît XIV, daté du 23 septembre 1741 retirait alors ce droit aux églises de Ceuta, exception était faite seulement pour les cas d'homicide commis involontairement ou en état de légitime défense. Le 9 décembre 1743, ce bref était applicable à tous les autres présides.

³⁷ Tous les jours, lever de bonne heure, appel et prière, travail sous la conduite des caporaux, retour à la caserne, pour le repas ; le soir, après la soupe, récitation du chapelet en commun dans la chambre où ils étaient parqués et qui restait éclairée la nuit. Il ne fallait pas essayer de tromper la vigilance des sentinelles pour sauter les murs sous peine de correction très sévère. Des châtiments et des amendes pleuvaient aussi sur ceux qui juraient ou blasphémaient. Les dimanches et les fêtes rompaient un peu la succession fastidieuse de ces journées de dur labeur ; car, les bagnards assistaient à la messe et restaient oisifs jusqu'au soir.